



Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 11· Numéro 2, 08 Février 2010

LIGNE DE FOND	1
OMC/ DOHA : Les ministres d'une vingtaine de pays tentent de relancer le cycle de Doha.....	1
Nouvelles de l'OMC	3
OMC/ agriculture:.....	3
OMC : Pour renforcer les capacités des pays en développement, l'OMC met en place un programme de Chaires.....	3
SUR LE FIL	4
Investissement : L'OCDE constate une baisse des investissements dans le monde.	4
NOUVELLES REGIONALES	5
UA : Objectif : Une agriculture pour nourrir l'Afrique d'ici 5 ans.....	5
APE : l'accord entre l'UE et le Cameroun tarde à entrer en vigueur	6
Evénements	7
Publications	7

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

OMC/ DOHA : Les ministres d'une vingtaine de pays tentent de relancer le cycle de Doha

Face à la montée du protectionnisme depuis le début de la crise, les acteurs politiques du commerce multilatéral tentent de trouver des solutions à cela. C'est dans ce cadre que les ministres du Commerce d'une vingtaine de pays réunis dans le cadre du sommet de Davos qui s'est tenu les 27 – 31 janvier 2010, se sont engagés à tenter de lever cette année 2010 les obstacles subsistant au bouclage des négociations commerciales du cycle de Doha.

Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion en marge du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, ils ont aussi promis de ne pas créer de nouvelles barrières commerciales.

Toute mesure de blocage des importations dans le but de sauver des emplois ne ferait qu'aggraver la crise, comme ce fut le cas dans les années 1930, avaient prévenu les ministres avant de se réunir à l'initiative du gouvernement helvétique.

La ministre suisse de l'Économie, Doris Leuthard, a déclaré que les ministres pourraient se retrouver pour discuter du cycle de Doha avant le sommet du G20, le 2 avril à Londres, au cours duquel les dirigeants mondiaux comptent arrêter des mesures de lutte contre la crise économique et financière mondiale.

"L'ouverture des marchés est la meilleure chose à faire pour combattre la crise", a-t-elle dit, ajoutant que les négociations étaient en bonne voie.

Le ministre canadien du Commerce, Stockwell Day, a fait état d'un degré élevé d'optimisme et souligné qu'il y avait consensus sur la nécessité d'éviter tout retour au protectionnisme.

Peter Allgeier, représentant américain au Commerce par intérim, a assuré que Washington faisait en sorte que tout plan de relance de l'économie soit conforme aux règles du commerce international.

Les ministres s'étaient inquiétés de ce que le projet de plan de relance déjà adopté par la Chambre des représentants impose d'acheter de l'acier américain pour les infrastructures financées par le plan, ce qui risque d'entraîner des représailles protectionnistes, exactement comme dans les années 1930.

"Nous travaillons avec le Congrès, avec la Maison blanche, pour faire en sorte que tout ce que nous ferons pour surmonter la crise économique soit compatible avec nos obligations", a déclaré Allgeier à l'issue de la réunion.

Le recours aux protectionnismes des grandes puissances

Plusieurs puissances ont néanmoins déjà adopté des mesures protectionnistes. L'Union européenne a imposé récemment des taxes à l'importation allant jusqu'à 85% sur les vis et les boulons chinois, une mesure qui risque d'entraîner une plainte de la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce.

Ces dernières semaines, de grandes puissances commerciales telles que les États-Unis, la Chine et l'Allemagne ont fait état d'une chute de leurs exportations à la fin de l'an dernier et le transport international aérien des marchandises a baissé de près d'un cinquième en décembre.

Le sommet du G20 a été rapidement suivi d'une hausse par l'Inde de ses taxes à l'importation sur l'acier et d'une hausse des taxes à l'importation de voitures par la Russie, qui ne fait pas partie de l'OMC.

L'Union européenne a de son côté repris ses subventions à l'exportation de produits laitiers, une mesure autorisée par la réglementation commerciale actuelle mais qui devrait être interdite par le futur accord de Doha.

Cette politique protectionniste est "très préoccupant", selon le ministre néo-zélandais du

Commerce, Tim Groser, et plaide pour que "ces mesures soient suspendues au plus tôt pour éviter que d'autres pays suivent cet exemple".

En tout état de cause, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a estimé qu'aujourd'hui, en dépit de progrès enregistrés au cours de l'année sur plusieurs questions épineuses, le fossé restait trop profond pour lancer un ultime effort en vue de boucler les négociations.

Notes Enda, sources Reuters

Davos : Le Forum économique de Davos a observé une montée en puissance des pays du Sud

Pour la première fois dans l'histoire, la production des économies émergentes gagne du terrain par rapport à celle des économies développées. Les conséquences de ce changement sont visibles à Davos. Le nombre de participants au Forum venant des BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine, représente aujourd'hui 10% du total. Avec un modèle économique occidental discrédité et la situation de faiblesse d'après-crise de l'Europe et des États Unis, l'influence des participants des économies émergentes est de fait plus importante au sein des forums de Davos sur des sujets comme la libéralisation du commerce et la régulation financière.

"Je pense que les marchés émergents comme l'Inde et la Chine, affirme Vineet Nayar le Pdg de HCL Technologies, un des champions indiens des technologies, doivent être considérées de plusieurs points de vue. Premièrement, ce sont par eux-mêmes de très importants marchés et donc ils peuvent remettre le marché mondial sur les rails de la croissance. Donc il y a un attrait de ce point de vue. Et ensuite il y a une diversité dans l'innovation qu'il ne faut pas perdre de vue."

Le pouvoir d'achat des citoyens de ces pays augmente et ils sont plus nombreux à pouvoir se payer des choses qu'il ne pouvaient s'offrir auparavant. Mais comme le fait remarquer Hans-Paul Bürkner le Pdg de Boston Consulting Group, ils sont des milliards de pauvres qui espèrent et qui sont prêts à travailler dur pour avoir une existence décente.

Aider ceux qui luttent au sud pour consommer; favorise aussi à la reprise des économies occidentales. Et comme l'explique le patron du fonds d'investissement Lutetia Capital, Fabrice Seiman, l'irruption des marchés émergents sur le devant de la scène est la clé de la reprise mondiale. "La redistribution de cartes au plan international est vraiment une des grandes leçons de la crise. Quand on voit que l'année dernier 2009 il y a 15 points d'écart de croissance entre la Chine, plus 10%, et Allemagne, moins 5%, on comprend que il y a quelque chose qui est en train de se jouer. Et nous Européens on va devoir mettre les bouchées doubles".

Ils sont plus jeunes, meilleurs et plus rapides les pays émergents qui secouent l'économie mondiale ainsi que l'ordre du jour de Davos. Depuis la forteresse alpine ils montrent la direction que nous devons suivre pour sortir de la crise.

Notes Enda, sources AFP

NOUVELLES DE L'OMC

OMC/ agriculture:

Les négociations sur l'agriculture reprennent lentement. Les 21 et 22 janvier 2010, se sont tenus les premières sessions de négociation sur l'agriculture de l'année. Ces rencontres ont été consacrées à des travaux techniques alors que les délégués se préparaient à aborder des questions plus fondamentales dans les prochains jours.

Etant l'un des points les plus discordants, l'agriculture constitue avec l'amn aussi le principal moteur de ce cycle de Doha. La conclusion des négociations sur ces deux questions entraîneront la conclusion de Doha.

Les ministres avaient annoncé leur volonté de conclure le cycle en 2010. Cela n'est possible que si les différentes positions évoluent. Les négociateurs au niveau de l'OMC ont donc la lourde tâche de faire des propositions suffisamment pertinentes pour que les Etats puissent s'y retrouver. L'année 2010 est donc très importante, et l'Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, M. David Walker, l'a rappelé en

présidant les travaux du groupe de négociation sur l'agriculture. Il a déclaré que "l'année en cours, qui fait suite à la Conférence ministérielle que nous avons tenue à la fin de l'an dernier, et conformément aux souhaits formulés expressément par les Ministres à cette occasion, revêt, bien sûr, une très grande importance parce que, pour réaliser l'objectif fixé par les Ministres, nous devons achever nos travaux cette année. J'espère bien que tout le monde est prêt et déterminé à participer dans cet esprit aux travaux du groupe."

Il a déjà indiqué ce qu'il avait prévu pour les semaines de négociations en février et mars 2010. Au cours des réunions des 21 et 22 janvier, l'Australie et le Canada ont présenté des exposés sur le soutien interne et les États-Unis sur l'accès aux marchés. La République de Corée, l'Argentine et l'Uruguay ont aussi présenté de nouveaux documents sur ces questions très techniques.

Les travaux concernant les données et les modèles sont censés être neutres, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas d'incidence sur le degré supplémentaire d'accès aux marchés que les pays accorderont ni sur la réduction de leurs subventions.

Les discussions sur les questions en suspens concernant les "modalités" seront incluses dans les réunions de février et mars. Elles portent sur le niveau d'ambition.

Il faut rappeler que les principaux domaines visés par les négociations sur l'agriculture sont concurrence à l'exportation (subventions à l'exportation et questions connexes), soutien interne et accès aux marchés.

OMC : Pour renforcer les capacités des pays en développement, l'OMC met en place un programme de Chaires

La capacité des pays en développement à participer aux négociations commerciales multilatérales est l'une des plus grandes doléances de ces pays. En effet, il a été constaté que les pays en développement avaient beaucoup de difficultés

à suivre les négociations commerciales, du fait d'un manque notoire de capacités et de ressources. Des solutions ont été envisagées à différents niveaux : au niveau des organisations sous régionales d'intégration mais aussi au niveau multilatérale.

Certaines organisations internationales comme la Francophonie proposent des renforcements de capacités et une assistance technique. La société civile et les ONG aussi, à l'image de Enda Tiers monde, de ICTSD et de la Fondation Frédéric Ebert participent aussi à ce renforcement des pays du Sud.

C'est dans ce cadre de renforcement des capacités des pays en développement que l'OMC vient de mettre en place un Programme de chaires de l'OMC (PCO) qui aidera des établissements universitaires nationaux à mieux faire comprendre aux étudiants les questions intéressant la politique commerciale. De par sa contribution analytique à la formulation et à la mise en œuvre des politiques commerciales, le PCO aidera à renforcer la participation des pays bénéficiaires au commerce international.

“Par l'entremise de ce programme, l'OMC et ses partenaires universitaires s'adressent aux dirigeants de demain, en les aidant à mieux comprendre le mécanisme complexe que constitue le système commercial mondial. En renforçant les compétences de ces jeunes gens en matière de politique commerciale, le PCO contribuera à rendre les pays en développement mieux à même de participer pleinement à l'environnement commercial du XXI^e siècle,” a dit le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy.

Le PCO rationalise les activités de coopération de l'OMC avec les universités en fournissant une aide spécialisée aux établissements bénéficiaires dans leurs domaines prioritaires spécifiques en rapport avec la politique commerciale, le commerce international, les relations internationales et le droit économique international.

Un montant de 50 000 CHF par an et par école sera décaissé au titre du PCO sur une période pouvant aller jusqu'à quatre ans. À la fin de cette période, il est prévu que les programmes d'activités soient consolidés et reconduits selon

qu'il conviendra, éventuellement avec le concours financier d'autres sources.

L'engagement du PCO sera maintenu dans la mesure du possible et si les établissements concernés le souhaitent. Le programme sera au fil du temps étendu à d'autres établissements et encouragera la création d'un réseau permanent entre universités et particuliers participant au programme dans les pays tant développés qu'en développement. Sur un total de 70 propositions qui ont été reçues, 14 projets ont été retenus à l'issue d'un processus de sélection auquel est associé le Conseil consultatif du PCO. Le Conseil consultatif se compose de 21 universitaires et experts du monde entier qui participeront à la prise de toutes les décisions de fond concernant le programme.

Pour choisir les propositions, le Conseil consultatif du PCO a tenu compte d'une série de critères, y compris les projets de création de réseaux; les programmes nouveaux par rapport aux programmes établis; le perfectionnement de jeunes chercheurs; le renforcement des capacités et la durabilité; la mise en œuvre conjointe avec d'autres institutions et d'utilisation des ressources. Une attention toute particulière a été accordée aux propositions de qualité satisfaisante émanant d'institutions avec lesquelles l'OMC a déjà collaboré pour la tenue de cours régionaux de politique commerciale (CRPC).

Notes Enda, Sources : OMC

SUR LE FIL

Investissement : L'OCDE constate une baisse des investissements dans le monde.

« Dans le contexte d'une économie mondiale fragile et d'un net repli de l'activité d'investissement international, qui s'étend à présent aux économies émergentes, les responsables de la politique à l'égard de l'investissement ne peuvent rester inactifs », a déclaré M. Gurria le Secrétaire général de l'OCDE. Dans l'allocation qu'il a prononcée lors de

L'ouverture du Forum mondial de l'OCDE sur l'investissement.

Il poursuit en ajoutant que « Le protectionnisme dans le domaine de l'investissement met gravement en danger la reprise en réduisant davantage les flux d'investissements internationaux au moment même où ils sont le plus nécessaires. De plus, les défis mondiaux exigent un volume d'investissements qui dépasse de loin les ressources publiques disponibles. L'investissement des entreprises est une composante essentielle de la solution » Ces estimations les plus récentes montrent qu'au total l'investissement direct étranger dans les 30 pays de l'OCDE tombera à 600 milliards d'USD en 2009, contre 1 020 milliards en 2008.

Cette estimation repose sur une analyse, effectuée par l'OCDE, des données concernant les opérations internationales de fusions et d'acquisitions enregistrées au 26 novembre 2009. Ce recul tient pour une large part à la baisse de 60 %, en valeur, des fusions et acquisitions transnationales réalisées par les entreprises basées dans la zone de l'OCDE. Ces opérations, qui atteignaient 1 000 milliards d'USD en 2008, sont tombées à 454 milliards en 2009. Mais cette évolution est également due à la première forte contraction des opérations de fusions et d'acquisitions à destination et en provenance des grandes économies émergentes : les opérations internationales de fusions et d'acquisitions réalisées par les entreprises basées en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde, en Indonésie et en Russie ont diminué de 62 %, passant de 121 milliards d'USD en 2008 à 46 milliards en 2009.

Les opérations de fusions et d'acquisitions à destination de ces mêmes pays devraient accuser cette année une baisse proche de 40 %, d'un peu moins de 140 milliards d'USD en 2008 à un peu plus de 80 milliards.

NOUVELLES REGIONALES

UA : Objectif : Une agriculture pour nourrir l'Afrique d'ici 5 ans

L'UA a tenu son quatorzième sommet à Addis-Abeba (Ethiopie) ce 31 janvier 2010. Ce sommet a enregistré la désignation du président du Malawi, Bingu Wa Mutharika et ancien Secrétaire général du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), à la tête de l'organisation, mettant fin ainsi au Mandat du guide Libyen Momar Kadhafi.

Le nouveau président compte faire une rupture en passant à l'action. Il a déclaré après sa désignation qu'« il fallait aller au-delà des décisions, résolutions et déclarations, et commencer à agir, le moment est venu de développer l'Afrique. »

Ainsi, il lança dans le même temps l'idée d'une révolution agricole pour nourrir ceux qui ont faim dans le continent.

M. Mutharika a rassemblé les dirigeants africains pour qu'ils s'engagent à ce qu'aucun enfant africain ne meure de faim les cinq années à venir, si le continent venait à adopter une nouvelle politique agricole.

Il constate que "l'Afrique souffre d'un manque de nourriture endémique, du problème des changements climatiques, de l'inégalité des genres, de la pauvreté et de la maladie", tout en précisant que ces difficultés ont ralenti les efforts de développement de l'Afrique.

Les infrastructures doivent être au cœur de cette politique. "Nous avons besoin d'infrastructures pour l'entreposage de la nourriture, de réseaux routiers et ferroviaires pour l'acheminement du surplus de nourriture vers les localités où il en manque", a-t-il dit.

Le président du Malawi a invité les dirigeants africains à rompre d'avec la parole pour passer à l'acte. "2010 est l'année de l'Afrique. D'ici cinq ans, aucun enfant africain ne devrait mourir de malnutrition ou de faim. L'Afrique a des cours d'eau, utilisons-les pour l'irrigation pour lutter contre les changements climatiques", a-t-il lancé.

"L'agenda que je propose, c'est "nourrir l'Afrique" à travers les nouvelles technologies, passons maintenant à l'acte", a-t-il souligné.

Sources : Pana notes Enda;

APE : l'accord entre l'UE et le Cameroun tarde à entrée en vigueur

Prévue le 1er janvier, l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat économique (APE) dit d'étape ou intérimaire conclu par le Cameroun avec l'Union européenne (UE) achoppe sur l'absence d'un APE régional et d'un protocole sur les critères d'identification de produits d'origine, facteurs soulevés dans une requête du gouvernement camerounais à l'UE.

Conclu le 17 décembre 2007, cet accord de libre-échange prévoit un démantèlement tarifaire progressif, c'est-à-dire une chute des barrières douanières concernant les échanges commerciaux entre les deux parties, applicable dès le 1er janvier dernier, pour une période de 15 ans. Une période de deux ans a été prévue pour préparer l'avènement de ce système de commerce.

"Les règles d'origine en cours définissent seulement le concept de produit originaire du Cameroun et exporté vers l'Europe. Le concept de produit originaire de l'UE et exporté vers le Cameroun sous préférences commerciales n'est pas encore défini", avait indiqué dans un entretien au quotidien gouvernemental camerounais Cameroon Tribune en décembre, le directeur général des Douanes, Minette Libom Li Likeng.

De son avis, le démantèlement tarifaire dépend de l'adoption par le Cameroun et l'UE d'un protocole sur les règles d'origine applicables aux produits éligibles aux préférences". D'où l'impératif de "définir les critères pour identifier l'origine d'un produit".

Paraphé en janvier 2009, l'APE d'étape avait été conclu dans la perspective d'un accord régional entre l'UE et l'ensemble des pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) qui, en dehors du Cameroun, regroupe aussi le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine (RCA) et le Tchad.

Les négociations pour cet APE régional sont pourtant restées bloquées depuis février 2009, à cause des divergences profondes entre les deux parties sur l'offre d'accès au marché et les mesures

d'accompagnement pour renforcer la compétitivité et les capacités dans les pays de cette région.

Après avoir proposé une ouverture à 60% de son marché sur 25 ans, l'Afrique centrale s'est résolue à porter son offre à 71% sur 20 ans. Cette proposition ne trouve pas l'assentiment de l'Union européenne qui réclame plutôt un libre accès à 80% sur 15 ans.

L'UE s'appuie sur l'ouverture à 100% de son marché au groupe des 78 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) auquel font parties les Etats d'Afrique centrale, dans le cadre de l'Accord de Cotonou conclu juin 2000.

Elle n'arrive pas non plus à convaincre cette région d'inclure dans le futur accord de partenariat économique la clause de la nation la plus favorisée. Pour l'Afrique centrale, une telle disposition l'empêcherait d'accorder des préférences à d'autres partenaires, notamment du Sud.

Les pays de la CEMAC font également prévaloir leurs intérêts en demandant l'adoption d'un programme de financement lié aux mesures d'accompagnement de l'accord, chiffré à 12,5 milliards d'euros, à fournir par l'UE.

Au Cameroun, deuxième producteur de banane africain après la Côte d'Ivoire avec plus de 200.000 tonnes par an, produit exporté vers l'Europe, et seul pays de cette région à avoir signé cet APE, la mise en œuvre de ce programme d'appui à l'APE (PASAPE) s'est révélée peu porteuse aux yeux des autorités, qui affirment que les deux ans de préparation n'ont pas suffi.

"Compte tenu de cette situation le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire a sollicité des partenaires européens d'envisager le report de la mise en œuvre du calendrier", a expliqué fin décembre à Cameroon Tribune la présidente du Comité national de coordination et de suivi de l'APE, Chantal Elombat.

Justifiée par les motivations nationales, cette démarche tient au fait que "l'accord d'étape est incomplet et contient de nombreuses clauses de rendez-vous qui n'ont pas été honorées".

De plus, elle s'appuie sur la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique (CEEAC) lors de leur dernier sommet en octobre 2009 à Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC) de relancer les négociations avec l'UE.

Ces pays entendent parler désormais "le même langage, dans l'intérêt de préserver l'intégration régionale", selon Mme Elombat qui a annoncé une réunion des ministres en charge des APE au cours de ce mois.

Jugé préjudiciable à la stabilité des économies des autres pays de la région, l'APE camerounais a été dénoncé y compris au sein des deux institutions régionales (CEMAC et CEEAC).

"Un APE qui n'est pas régional va déstabiliser les économies sous-régionales. Il n'est donc pas intégrateur", avait commenté lors des premières journées de l'intégration d'Afrique centrale en novembre 2009 à Douala, la métropole économique camerounaise, Carlos Bonfim, économiste à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) siégeant à Libreville au Gabon.

"Nos Etats souhaitent que ces accords soient justes et équilibrés. Tant que les négociations avec l'Union européenne n'iront pas dans ce sens, nous au niveau de la CEMAC, nous ne pouvons pas accepter les engagements qui vont à l'encontre de notre région", avait pour sa part indiqué le directeur du Marché commun de la CEMAC, André Guy-Sinclair Tekpa.

Les autorités de Yaoundé sont elles-mêmes inquiètes des conséquences de l'APE et évoquent une baisse de ressources publiques internes et un afflux des importations en provenance de l'UE.

"La simulation de l'impact de cet accord sans la mise en œuvre de son volet développement et mise à niveau des entreprises locales montre des pertes cumulées de 547,7 milliards de FCFA sur la période 2010-2020 de recettes non pétrolières, dont 459,6 milliards entre 2015 et 2020", a souligné le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) adopté par le gouvernement en novembre 2009.

"Ce gap représenterait en moyenne 0,4% du PIB (produit intérieur brut) sur cette dernière période. Cette situation aggraverait le besoin de financement qui passerait de 216,3 milliards en 2010 à 1167,5 milliards en 2020", a-t-il poursuivi.

Faisant fi des observations soulevées par le ministre camerounais de l'Economie dans sa requête pour un report de la mise en œuvre de l'APE, une source de la délégation de l'Union européenne à Yaoundé ayant requis l'anonymat a affirmé que ce report n'a pas de raison d'être.

A l'en croire, le Cameroun court le risque de perdre, par un rétablissement automatique par l'UE du système de préférences généralisées, les avantages liés à l'accès sans droits ni quotas de ses produits au marché européen.

Source : Xinhua, Nnotes Enda

EVENEMENTS

Evénements OMC :

8 – 12 février, OMC, Genève, groupe de négociation sur la facilitation des échanges

9 - février, OMC, Genève, Comité des engagements spécifiques

10 - février, OMC, Genève, Comité des marchés publics

11 – 12 février, OMC, Genève, symposium sur les marchés publics

11 – Février, OMC, Genève, conseil du commerce des services

PUBLICATIONS

Alfredo Suarez ; Intégration régionale : Evolution d'un concept.

L'intégration régionale est une thématique centrale dans l'économie mondiale contemporaine. Effective tant sur le plan financier que productif et technologique, elle présente désormais des groupements de pays n'ayant pas le même niveau de développement. Renouvelant les problématiques de réflexion de cette régionalisation de la mondialisation, cet ouvrage présente les évolutions de la pensée économique

en matière d'intégration régionale, ainsi que les particularités et défis futurs de cette dernière. Il s'appuie pour cela sur de nombreux exemples concrets.

Unique ouvrage récent sur le sujet, ce manuel est un outil de réflexion et de travail essentiel s'adressant plus particulièrement aux étudiants en géographie, économie, sciences politiques et commerce international, ainsi qu'aux candidats aux concours de la fonction publique. **Edition : Hachette Supérieur Collection : Les Fondamentaux 158 pages - Parution : 08/2009**

CNUCED, Rapport 2009 sur les pays les moins avancés

Il présente un bilan de la situation économique des 49 « pays les moins avancés », dont la grande majorité se situe en Afrique subsaharienne. D'après le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*, la crise économique mondiale devrait avoir, dans les pays les moins avancés (PMA), des conséquences telles qu'il ne sera plus possible « de faire comme avant ». www.unctad.org

CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2009 : Sociétés transnationales, production agricole et développement

Ce rapport sur l'investissement dans le monde est le dix-neuvième (19^{ième}) de cette série. Cette publication en langue anglaise, consacrée dans sa nouvelle édition à l'étude du développement des IDE et des STN, a pour thème central « Sociétés transnationales, production agricole et développement ». Au total, une étude exhaustive et enrichissante pour améliorer la compréhension d'enjeux essentiels à l'échelle mondiale. www.unctad.org

FAO, Situation des marchés de produits agricoles 2009, (La). Flambée des prix et crise alimentaire : expériences et enseignement

Cette édition de La situation des marchés des produits agricoles examine la nature et les motifs de cette flambée des prix sur les marchés internationaux entre juin 2006 et juin 2008 ainsi que les enseignements (notamment en matière de politiques) qui peuvent en être tirés. Le rapport

étudie dans quelle mesure les nouvelles "explications" permettent de comprendre l'inflation soudaine des prix des denrées alimentaires et le rôle des contraintes traditionnelles des marchés. www.fao.org

FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2009

Il présente les dernières statistiques sur la sous-alimentation à l'échelle mondiale, parvenant à la conclusion que des problèmes structurels de sous-investissement ont empêché de progresser vers l'accomplissement de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et du premier des Objectifs du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim. www.fao.org

Jean-Philippe Pierron, Penser le développement durable. Notre culture fait retour sur sa situation historique, avec une rare intensité. Elle y découvre une répartition très inégale des richesses à l'échelle planétaire intrinsèquement liée à une dégradation de la biosphère. L'intensité des débats qui animent les enjeux du développement durable le manifeste. En effet, il ambitionne de répliquer à la globalisation technicienne et à la mondialisation économique. Il promeut une humanisation sociale et politique des biens communs mondiaux, permettant aux hommes, conscients d'être solidaires de tous les vivants, d'habiter la terre durablement. **Editeur : Ellipses Collection : Penser 240 pages - Parution : 12/2009,**

OMC, Rapport sur le commerce mondial 2009 ;

Les engagements en matière de politique commerciale et les mesures contingentes ; Le Rapport porte essentiellement sur certaines mesures contingentes auxquelles les Membres de l'OMC peuvent recourir lors de l'importation et de l'exportation de marchandises.

Il traite des sauvegardes, des mesures antidumping et des droits compensateurs. Le Rapport examine aussi plusieurs autres mécanismes de flexibilité dont disposent les Membres, tels que la renégociation d'engagements tarifaires, les taxes à l'exportation et le relèvement des droits de douane jusqu'au niveau maximal que chacun a négocié –

désigné sous le nom de consolidations tarifaires. www.wto.org

OMC, Les règles régionales dans le système commercial mondial : Cet ouvrage présente des analyses des règles des ACR dans six domaines clés : accès aux marchés, obstacles techniques au commerce, instruments de protection contingents, investissement, services et politique de la concurrence pour des dizaines d'ACR parmi les plus importants. www.wto.org

OMC, Panorama 2009 de l'Aide pour le commerce: entretenir l'élan

Ce rapport de suivi de l'Aide pour le commerce décrit les succès remportés jusqu'à présent par l'initiative. Il passe en revue les tendances et les faits saillants et propose une analyse exhaustive de l'engagement des donateurs et des pays partenaires. En outre, il aborde la dimension régionale de l'Aide pour le commerce. Enfin, il contient des fiches documentaires qui aident à évaluer les résultats et les incidences de l'Aide pour le commerce. www.wto.org

Doing Business 2010 : 7^{ième} septième édition d'une série de rapports annuels sur les réglementations facilitant ou compliquant le commerce, ce rapport présente des indicateurs quantitatifs sur la réglementation des entreprises et la protection des droits de propriété qui permettent de faire des comparaisons entre 183 pays (allant de l'Afghanistan au Zimbabwe) et dans le temps.

FAO : Situation des marchés de produits agricoles 2009, (La). Flambée des prix et crise alimentaire : expériences et enseignement

Cette édition de La situation des marchés des produits agricoles examine la nature et les motifs de cette flambée des prix sur les marchés internationaux entre juin 2006 et juin 2008 ainsi que les enseignements (notamment en matière de politiques) qui peuvent en être tirés. Le rapport étudie dans quelle mesure les nouvelles "explications" permettent de comprendre l'inflation soudaine des prix des denrées alimentaires et le rôle des contraintes traditionnelles des marchés. www.fao.org

FAO : Code d'usage pour les poissons et les produits de la pêche. Première édition. FAO/WHO Codex Alimentarius Commission

Il s'adresse à tous les professionnels de la manipulation, la production, l'entreposage, la distribution, l'exportation, l'importation et la vente de poissons et de produits de la pêche. Ce code a pour objet de garantir des produits sains et salubres qui peuvent être vendus sur les marchés nationaux et internationaux et qui répondent aux exigences des normes Codex. www.fao.org